

À propos d'un livre d'Eric Chauvier *La Petite Ville*

Né en 1971 en Haute-Vienne, Éric Chauvier, est anthropologue. Il est l'auteur de nombreux ouvrages comme Les Mots sans les choses et Les Nouvelles Métropoles du désir. Il a publié La Petite Ville fin août 2017.

Un étrange essai. Voilà un petit livre qui renouvelle l'analyse urbaine qui procède habituellement par de prétendus constats assortis de prétendues évaluations pour fournir de prétendues pistes de renouveau, ou par des récits exemplaires de succès à imiter. Le rapport sur la question du déclin de « la » petite ville se confond avec l'enquête sur « une » petite ville sans prétendre à une quelconque représentativité. Ce serait tout à fait déplacé car l'enquêteur-rapporteur a pris « sa » ville pour objet et terrain d'investigation. Il y est né. Il y revient vingt-cinq ans plus tard pour renouer avec son enfance et son adolescence, en revisitant les lieux et les personnes, notamment Nathalie, starlette de la piscine pour laquelle « il en pinçait » comme on disait chez moi.

Finalement, cette tentative ou tentation est sans objet car la ville n'est plus. La petite ville dont il est question vit une véritable débâcle économique, industrielle, sociale, urbaine et foncière. La principale entreprise, l'imprimerie Morin qui était la locomotive de la ville, a fermé ses portes. Elle laisse plusieurs centaines de familles sans emploi, sans repères, sans vies. Ces vies qu'on passait à travailler-produire, à accéder à la propriété de sa maison, à faire embaucher ses enfants, à saluer bien bas et honnir l'employeur-patron...

Il ne reste plus à l'auteur qu'à dire en quoi ses désirs d'adolescent ne peuvent plus se rattacher à une réalité, ne peuvent même plus se rapporter à des personnes (qui

sont pourtant là) et ni à des lieux (qui sont pourtant inchangés ou presque).

Il montre par exemple comment le centre de cette ville de six ou sept mille habitants a été vidé de son contenu par le dépérissement commercial qu'a provoqué l'installation de grands « centres commerciaux » à l'extérieur, par la création de nouveaux quartiers ou lotissements sur les bords de la ville, par les changements des habitudes de vie... La déambulation de l'auteur en compagnie de Nathalie ne leur permet que d'évoquer un passé qui n'est plus : ici il y avait un marchand de bonbons, là un commerce des vêtements, là bas un opticien...

Comble de la déchéance : l'affichage d'heures et de jours d'ouverture de boutiques encore en activité (comme ce vendeur de prothèses auditives) ; les loyers commerciaux qui restent encore inexplicablement élevés comme si les propriétaires des murs croyaient encore en leur étoile ; le rachat d'une série de boutiques par Scoubi le spécialiste de la vaisselle de deuxième choix – nous ne sommes pas loin de Limoges – qui y a installé ses réserves (comment peut-on se permettre de créer un entrepôt de vaisselle en plein centre-ville ?).

L'auteur-rapporteur s'accuse lui-même de « poujadisme » : n'est-il pas particulièrement dangereux de faire l'apologie nostalgique d'un centre-ville de petits commerces, de petits boutiquiers ?

Le « lessivage du centre ville » semble irrémédiable, en dépit des

tentatives touchantes du député-maire pour le faire revivre l'été, en prêtant les boutiques vides à des artistes et à des artisans. Heureusement, on est loin de la mer, les étals de bois flottés montés en lampadaires ne sont pas légion. On n'en est pas encore venu à installer comme dans la bourgade voisine un distributeur « à pièces » de baguettes, l'abomination de la désolation.

Le lessivage du centre-ville résulte en grande partie des erreurs municipales. Le député-maire avoue qu'il aurait dû limiter l'implantation des surfaces commerciales en dehors de la ville, mais dit-il : « *Si nous n'avions pas donné ces permis de construire d'autres l'auraient fait.* », d'autres c'est-à-dire des communes périphériques. « *Parce que ça ramène du fric comme tu sais* » (cette sincérité et ce « tu » s'expliquent par une camaraderie du rapporteur avec le fils du maire). Dans ces conditions, que faire pour faire redémarrer, redonner vie au centre-ville ? Le maire veut « ramener » l'activité vers le centre-ville. Mais quelles activités ? Et surtout quel centre-ville ? Le centre-ville n'existe plus. Aucun aménagement – les finances communales ont été bien gérées, les ressources sont importantes – ne peut le faire renaître.

Qui parle et comment ? C'est toute l'originalité de ce rapport : mêler relation de faits, analyse documentaire (notamment sur l'histoire de la ville et de son industrie, de ses activités) avec une plongée dans ce qui est le concret de situations, telles qu'elles sont dites par les uns et les autres, notamment par Nathalie qui est l'interlocuteur partenaire du rapporteur. Pendant que le rapporteur disserte, rapporte, l'interlocuteur parle, et ses propos sont glissés en italiques et entre parenthèses au beau milieu du rapport de telle sorte que le discours plus ou moins savant, plus ou moins livresque est perturbé à tous bouts de champ par des paroles, sans complaisance quand

ce sont les paroles de Nathalie qui sont reproduites.

Cette polyphonie est une avancée décisive dans la narration de sciences sociales et donc ce qui alimente, devrait alimenter ou préparer la décision politique. On doit se méfier du discours lisse et synthétique mais on ne peut s'en passer. D'où ce concert de voix, le plus souvent non concertant. Ce n'est pas toujours facile à suivre ; on préférerait sans doute le monologue, on aimerait bien parfois que l'interlocuteur cesse de brailler ou de geindre pour être à même de suivre les déliés du rapport.

Le rapporteur dit, par exemple, de Nathalie qu'elle bénéficie de mesures de reconversion professionnelle, qu'elle est « *en formation d'aide soignante en gérontologie* », elle qui n'était que manutentionnaire chez Morin, la grande imprimerie qui a fermé. Mais ça veut dire quoi ? En pratique, elle travaille pour une entreprise qui pare à toutes les détresses nées de la décomposition de la société locale. Une de ses spécialités de ces entreprises est de fournir une assistance aux vieux de la ville. Elles « *spéculent sur la pyramide des âges [...]. La moitié de la population a plus de soixante ans soit deux mille six cents retraités pour six mille neuf cents habitants.* » Ce qui déclenche chez Nathalie un chapelet d'invectives en italiques et entre parenthèses qui viennent égayer le discours démographique et la capacité de certains nouveaux entrepreneurs de profiter du pire : « *Tu vois, c'est pour eux que je torche les vieux... Je touche huit euros nets de l'heure... Je bosse vingt-cinq heures par semaine... Plus le temps passé sur les routes... Ça me fait à peu près huit cents euros par mois... Ça me paie l'essence pour aller bosser, mes clothes et la bouffe chez Netto... Je peux pas bosser plus de vingt-cinq heures par semaine, c'est trop crevant... Et quand les vieux seront clamés, je fais quoi, moi ?* »

Comme le note le rapporteur une petite ville oblige au réalisme, permet de montrer, ➔

→ par la froideur d'un véritable décompte, famille par famille, l'étroitesse d'une « économie résidentielle » qui aurait comme matière première la population résidente, par opposition à « l'économie productive », productive de richesses créées à l'extérieur de la ville, dans le monde¹. Ce qui restreint toute reconversion d'activité dans cette direction. Dans une grande ville, les choses ne sont pas aussi évidentes, l'effervescence urbaine, l'essor de quelques commerces de luxe, le tapage nocturne des étudiants donnent l'illusion de ressources cachées, d'une certaine abondance. Finalement la petite ville oppose un principe de dure réalité. Un des cafés de la ville est par principe un café ouvrier que l'on repère facilement aux tenues des consommateurs, le bleu domine. Le rapporteur en voit sortir un de ses anciens camarades d'école de bleu vêtu mais qui est au chômage depuis longtemps. C'est en fait un café de chômeurs dans lequel l'habit de travail est de rigueur. Tout le monde le sait, mais ce n'est pas une raison pour ne pas faire semblant.

« Les deux mâchoires d'un même

1 Cf. Laurent Davezies, *La République et ses territoires, la circulation invisible des richesses*, coll. « La République des idées », Éditions du Seuil, 2008, 112 p.

Le poujadisme

Le poujadisme, du nom de Pierre Poujade, est un mouvement apparu en 1953 dans le Lot et disparu en 1958¹. Il revendiquait la défense des commerçants et artisans, mis en danger par le développement des premières « grandes surfaces ». Il condamnait l'inefficacité du parlementarisme pratiqué sous la Quatrième République.

Sous le nom d'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) il était né à Saint-Céré dans le Lot d'une révolte antifiscale. Il s'étend en deux ans à toute la France, obtient plus de

piège. » Ce livre est le procès en même temps que la description du processus de l'étranglement d'une société par ses notables et dirigeants au sens de : les notables administrent et régissent la vie civile, les dirigeants dirigent leurs entreprises, leurs exploitations. Le rapporteur reprenant les paroles que Nathalie prête à son père, communiste et syndicaliste mais qui n'a jamais pu installer un syndicat dans l'entreprise Morin (l'imprimerie), émet l'hypothèse des « deux mâchoires du même piège ». Le piège est celui que tendent les notables et les dirigeants pour insérer les ouvriers et employés dans une même obéissance-déférence à l'égard des élites patronales de toutes natures et en même temps de se maintenir à l'abri « du péril rouge » en modérant l'industrialisation de l'agglomération. Donc pas de syndicat, un Parti communiste relégué dans une boutique abandonnée d'une rue obscure du centre-ville, et une embauche des enfants sur présentation de parents auréolés d'une présence obéissante de longue date dans l'usine. C'est ainsi que Nathalie a été embauchée sur recommandation de son père, qui lui, le rebelle, a dû faire allégeance au fils Morin, ce qui a été pour lui une épreuve terrible.

2 millions de voix et 52 députés aux élections de 1956 et adopte l'étiquette « Union et fraternité française » (UFF). L'Union est hostile au « Traité de Rome » qui institue le Marché commun, devenu l'Union européenne. Il demande la suppression des contrôles fiscaux et la défense des petits commerçants. Les intellectuels y sont dénigrés au profit du supposé bon sens « des petites gens ». Il parviendra à se maintenir jusqu'à la fin de la Quatrième République en s'alliant avec les gaullistes, puis disparaît presque complètement avec la mise en place de la Cinquième République (d'après Wikipedia). ■

Ce piège rend pratiquement impossible la création d'une classe de techniciens et de cadres pouvant faire alliance avec les employés des administrations, des commerces, des services, des collèges et lycées pour former une classe moyenne capable de faire gouverner la ville et ses relations avec le monde extérieur. Et ce qui est particulièrement cruel, c'est l'impossibilité de faire échapper les rapports amoureux des ados et des jeunes à l'emprise de ces relations de patrons à obligés. Pire encore, Nathalie avoue que sa liaison avec le fils B. (la famille B. « tient » l'agriculture et l'agro-alimentaire depuis la Révolution) a été en partie l'expression d'une fascination pour la classe dirigeante, en la personne d'un de ses fils, pour sa 204 décapotable, pour son aisance sociale et même pour le détachement froid et bourgeois qu'il lui manifestait... Le rapporteur avoue que son origine sociale (son père est instituteur) lui avait conféré une place à part dans la structure sociale, il n'était ni « prolo » ni bourgeois mais dans une tierce position qui lui vaut d'être mis à distance par Nathalie, encore aujourd'hui, puisque ce fils d'instituteur est devenu un « monsieur j'écris des livres » (« Non mais tu te prends pour qui "monsieur j'écris des livres" ? »). Un fils d'instituteur, c'est logique, ça finit par écrire des livres.

Une impasse politique ? Une petite ville c'est tout simplement l'impossibilité de faire jouer à la ville une fonction d'innovation, capable de donner accès à une économie globalisée : « C'est ainsi la ville elle-même qui est le principe "innovateur". Les grandes villes ne sont pas seulement des concentrations de cadres dirigeants et ingénieurs de haut niveau, elles offrent également la possibilité de mettre en relation les différents secteurs d'activités fondés sur la connaissance, la recherche, l'innovation ou la créativité. La politique urbaine doit viser à faciliter ces croisements, ces frottements. C'est en quelque sorte la qualité de la ville qui permet l'innovation et donc

le développement. »²

Autrement dit : sauf mise en orbite par une métropole, les petites villes risquent bien de plonger et de devoir végéter jusqu'à la prochaine révolution du retour à la terre, entre thèses pétainistes et injonctions écologistes.

Une question. Éric Chauvier le rapporteur met sur le compte de la mondialisation-financiarisation la désindustrialisation-désertification de la petite ville. N'est-ce pas un peu vite dit - vite fait. Ce n'est pas tant la mondialisation qui a détruit sa petite ville que le mouvement de « délocalisation ». Il fut un temps où les collectivités publiques, les entreprises, les banques passaient commande, recrutaient, prêtaient... au plus proche, confortant ainsi les sites industriels ou les entreprises locales qui pour certaines vivaient donc de ressources locales, livraient leur production sur le marché local. La simple modernisation avant d'être une perverse mondialisation a mis à mal ce localisme, ouvrant les entreprises à la concurrence nationale, interdisant aux acheteurs, publics notamment, et aux recruteurs de faire leur marché localement ou même de faire jouer la préférence locale, donc de contribuer au développement local-régional. La mondialisation a bon dos. Voilà plus de deux siècles que les grains circulent librement et que les corporations et jurandes sont abolies, que l'élargissement du marché met à rude épreuve les productions locales. Toutes les entreprises Morin qui sont mortes, ne sont pas mortes au champ d'honneur de la mondialisation. ■

Jean-François Tribillon

2 Xavier Desjardins, *L'aménagement du territoire*, Armand Colin, août 2017, p. 77 et sqq.